

**NATIONS UNIES**  
Mission multidimensionnelle  
intégrée des Nations Unies  
pour la stabilisation en  
République centrafricaine



**UNITED NATIONS**  
United Nations  
Multidimensional Integrated  
Stabilization Mission in the  
Central African Republic

**MINUSCA**

---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 7 février 2023**

**PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

**LEADERSHIP**

● La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a reçu le 1<sup>er</sup> février 2023, le nouveau Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire pour la Centrafrique, Mohamed Ag Ayoya, arrivé à Bangui le 30 janvier 2023.

A l'issue de sa rencontre avec la Cheffe de la MINUSCA, le Représentant spécial adjoint a déclaré que, « nous avons discuté principalement des priorités de la MINUSCA ici en République centrafricaine, mais aussi des questions d'intégration. Le rôle important que la MINUSCA et le système des Nations Unies, dans sa globalité, peuvent jouer dans le renforcement de la sécurité, et surtout comment nous pouvons, ensemble, faire en sorte que nous contribuions et nous produisions des services aux populations, notamment les personnes les plus vulnérables ».

Le nouveau Chef adjoint de la MINUSCA, Mohamed Ag Ayoya, de nationalité malienne a été nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, le 21 novembre 2022. Il succède à Mme Denise Brown, du Canada, qui a été nommée Coordonnatrice résidente et Coordonnatrice de l'action humanitaire des Nations Unies pour l'Ukraine.

● A Bangui, le 3 février, le Premier ministre portugais Antonio Costa, en visite d'une journée en Centrafrique, a été reçu par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza. Les deux personnalités ont échangé sur la situation politico-sécuritaire du pays et la contribution de la Force de réaction rapide du Portugal au mandat de la Mission.

\*\*\*\*\*

**SECTION DES AFFAIRES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRE**

● Le 4 janvier, la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSCA a soutenu le lancement d'un projet de réinsertion sociale pour les détenus de la prison de Bouar. Ce projet d'une durée de deux mois est financé par la MINUSCA. Il permettra de former 19 détenus et 6 membres du personnel pénitentiaires aux techniques d'élevage

et de commercialisation des poulets de chair. Une première phase du projet en mars 2022 avait permis la construction d'un poulailler.

Ce projet devrait permettre d'améliorer l'alimentation des détenus, tout en les dotant des compétences nécessaires pour faciliter leur réinsertion dans la société après leur libération.

\*\*\*\*\*

## **SECTION DES AFFAIRES CIVILES**

- Le 1er février, le CAS/POC a échangé avec le Directeur Général de la Planification, du Suivi et de l'Evaluation du Service de l'Elevage au ministère de la Santé Animale dans le cadre des efforts du CAS/POC pour développer un partenariat stratégique face à la transhumance, qui a un impact négatif majeur sur la protection des civils. L'idée de choisir une zone pilote pour les activités de réhabilitation des couloirs de transhumance en aménageant des points d'eau, des postes de santé et d'autres équipements a été retenue. La mise en œuvre d'une telle initiative s'appuiera sur la présence de la Section des affaires civiles de la MINUSCA sur le terrain et les localités à forte présence de la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) seront prioritaires. La prochaine réunion est prévue le 10 février avec tous les acteurs de la transhumance au ministère de la santé animale.

- Le 30 janvier, la Section des affaires civiles a conclu un exercice de nettoyage communautaire de cinq jours (50 jeunes de Boeing et PK5 impliqués) largement apprécié de la route Boulata-Boeing en soutien au Pacte de non-agression Boeing-PK5. La MINUSCA soutient cette initiative et des fonds supplémentaires du programme de cohésion sociale ont été utilisés pour une sensibilisation de masse (208 personnes présentes) afin de faciliter la réouverture de l'église UEFB du 3e district d'Assana le 30 janvier dans le cadre de la 3e phase de la « Facilitation de la réouverture des lieux de culte » à Bangui, Bimbo et Begoua ».

- Le 1er février, un dialogue communautaire avec les acteurs du marché à bétails de Bouboui a abouti à l'accord pour lancer les préparatifs en vue de la signature d'un pacte de bon voisinage entre les éleveurs peuls et les déplacés internes et les populations résidentes. Cet accord sera signé début mars 2023, avec le soutien de la MINUSCA.

- Du 29 janvier au 4 février, la Section des affaires civiles de Kaga-Bandoro a organisé les ateliers de formation des jeunes à l'instruction civique et à la citoyenneté à Mala, Mbres et Koukourou. Au total 150 personnes dont 54 femmes ont bénéficié des ateliers de formation, qui portaient sur le civisme et la citoyenneté, les droits et devoirs des citoyens, les rôles et responsabilités de la jeune génération dans la promotion du civisme et de la citoyenneté. Les recommandations incluent la sensibilisation d'un plus grand nombre de jeunes, une meilleure gestion des fauteurs de troubles, la lutte contre la corruption, la responsabilisation des forces de sécurité nationales et la lutte contre l'impunité, la

pénalisation des activités criminelles et vandalisme des biens publics, la promotion et culture des valeurs sociales et institutionnelles.

- Enfin, au cours de la semaine sous revue, la CAS-Kaga-Bandoro a officiellement remis le projet Construction et équipement de la mairie de Ouandago aux autorités locales lors d'une cérémonie d'inauguration. Le projet a été mis en œuvre par l'« Association des Artisans et Ouvriers Pour le Développement (AAOD) », pour un montant de 24 760 175 FCFA. Les autorités officielles et la population de Ouandago ont apprécié l'appui de la MINUSCA pour le rétablissement de l'autorité de l'État.

\*\*\*\*\*

## **ACTIVITES DES BUREAUX RÉGIONAUX BRIA**

- A Bria, dans le cadre du projet conjoint MINUSCA/UNFPA visant la délivrance d'actes de naissance à 500 enfants et femmes de Sam Ouandja, une série d'activités ont été organisées en collaboration avec le Tribunal de grande instance de Bria. 186 filles et 164 garçons en âge scolaire, n'ayant pas été déclarés dans le délai légal de six mois, ont bénéficié de jugements supplétifs, tandis que des jugements de reconstitution d'actes de naissance ont été rendus en faveur de 150 femmes âgées de 18 à 49 ans. L'objectif est de favoriser la scolarisation desdits enfants et d'aider les femmes dans le cadre du processus électoral en cours.

- Encore à Bria, le 28 janvier, l'Unité justice appuyée par la Section des affaires civiles et DDR ainsi que les magistrats du TGI de Bria a organisé une session de sensibilisation au profit de 20 personnels de la santé, dont 6 femmes, de la ville de Sam Ouandja sur l'importance de l'acte de naissance et la déclaration des naissances ainsi que leurs rôle et responsabilité dans le processus de délivrance de ce précieux document. Les participants ont également été sensibilisés sur le mandat de la MINUSCA.

- Toujours à Bria le 30 janvier, la Mission a appuyé le Tribunal de grande instance de la ville pour la tenue d'une audience foraine civile en matière d'état des personnes en vue de la délivrance de jugements supplétifs et de reconstitution d'actes de naissance aux bénéficiaires du projet. Cette audience symbolique au-delà de permettre aux bénéficiaires de disposer de jugements nécessaires à l'établissement de leurs actes de naissance, constitue une première dans cette localité qui n'a pas reçu la visite des magistrats depuis plus de 16 ans.

- Le 31 janvier, la Mission, appuyée par le Tribunal de grande instance Bria a organisé une session de renforcement de capacité au profit du personnel de la Mairie de Sam Ouandja dont ceux en charge de l'état civil. Les participants étaient au nombre de 20 incluant 3 femmes. Les communications présentées portaient sur l'officier de l'état civil : qualité, attributions, et compétence territoriale ; du contrôle et de la surveillance des

services de l'état civil par les magistrats ; les actes et registres de l'état civil : types et tenue.

- Enfin dans la Haute Kotto, le 1er février, la Mission a appuyé le Tribunal de grande instance de Bria pour l'organisation d'une audience solennelle de prestation de serment des membres de la délégation spéciale de la commune de Ouandja Kotto nommés par Décret 20-284 du 10 août 2020. Ladite cérémonie s'est tenue conformément aux exigences de la loi 97-013 du 11 novembre 1997, portant code de la famille qui en son article 106 prévoit que les officiers de l'état civil, avant d'entrer en fonction, sont tenus de prêter serment devant le Tribunal de grande instance de leur ressort. Le Président de la délégation spéciale, son vice-président et 4 membres (dont deux femmes) ont prêté serment lors de ladite cérémonie dont l'objectif est de les régulariser afin de conférer la valeur authentique requise à leurs actes en matière d'état civil.

\*\*\*\*\*

## **BOUAR**

- Sous la présidence du préfet de la Nana-Mambéré, M. Marcel Bagaza, les membres du Groupe de travail préfectoral sur la Transhumance (GTT) ont participé, le 30 janvier 2023, à un atelier de réflexion et de partage d'information sur la transhumance dans la Nana-Mambéré, dans l'Ouest de la RCA.

Financé par la MINUSCA, cet atelier a rassemblé une quarantaine de personnes, dont des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des Comités de gestion des conflits, des mairies et communes des sous-préfectures de Bouar, Baboua, Baoro et Abba, de même que des représentants des agences du Système des Nations Unies, des ONG nationales et internationales et des médias.

Au cours de l'atelier, les participants étaient appelés à faire une présentation de la situation de la transhumance par sous-préfecture, élaborer un plan de travail pour l'année 2022/2023, et échanger sur les techniques de résolution de conflits.

- Toujours à Bouar, dans le cadre de son mandat de protection des civils, la MINUSCA a organisé le 4 février 2023 et diffusé en direct sur la radio onusienne Guira FM, une émission foraine sur la lutte contre la désinformation, la mésinformation et les discours de haine. Ceci dans le but de promouvoir la paix et la cohésion sociale dans le pays. S'inscrivant dans le cadre de la célébration du 8e anniversaire de la radio de l'ONU en République centrafricaine, cette activité de sensibilisation a connu la présence des autorités locales, des représentants des médias, des forces de défense et de sécurité intérieure, des femmes, des jeunes et des leaders communautaires et religieux de Bouar.

Cette émission de sensibilisation publique s'est déroulée à travers des sketches et des jeux concours. Elle a permis d'informer les populations sur les méfaits de la désinformation et ses conséquences néfastes sur les conflits, l'instabilité et la cohésion

sociale. L'activité a également été l'occasion pour la MINUSCA de distribuer des dépliants sur la désinformation, la manipulation, leurs dangers pour la paix et comment les éviter.

Se réjouissant de la tenue de cette activité de sensibilisation à Bouar, les participants ont souhaité que la MINUSCA multiplie davantage ce genre d'activités afin de contribuer à préserver le vivre-ensemble dans le pays.

\*\*\*\*\*

## **BOSSANGO**

- A Bossangoa, le bureau terrain de la MINUSCA à travers la section des Affaires Civiles a procédé le samedi 4 février 2023, à la remise d'un bâtiment aux autorités de la ville. La cérémonie de la remise s'est déroulée en présence des autorités locales, du préfet de l'Ouham et de la Cheffe de bureau de la MINUSCA.

La construction de ce bâtiment est une réponse à l'une des doléances faites par les filles lors de la visite de la Représentante spéciale du Secrétaire General des Nations-Unies à Bossangoa en août dernier. « C'est ainsi qu'une partie des matériaux destinés au projet de réhabilitation de la mairie de Bossangoa a été utilisé pour la construction d'une salle d'apprentissage des métiers qui va abriter l'atelier de couture aux jeunes filles désœuvrées, afin d'améliorer leur condition de vie et contribuera au développement de la ville de Bossangoa », a indiqué Seraphine Toe, Cheffe de bureau de la MINUSCA à Bossangoa.

De son côté, Barthelemy Wilikon, préfet de l'Ouham en réceptionnant la clé du bâtiment, a remercié la MINUSCA pour cet énième appui auprès des autorités et surtout de la population, afin d'améliorer leur quotidien. Je cite, « je lance un appel aux chefs de quartiers et la population environnante d'y veiller afin d'éviter les cas d'incivisme, fin de citation. Cette cérémonie a été couplée avec la remise des mobiliers de bureau des mairies des localités de Léré et de Markounda, toujours par le maire de Bossangoa.

- Encore à Bossangoa, la Division des Affaires Politiques a la tête la cheffe de bureau a assisté les autorités administratives et politiques de la préfecture de l'Ouham lors de la commémoration de la 4e année d'anniversaire de la signature de l'Accord de paix du 6 février 2019. Pour cette année, les autorités ont planté des arbres à l'esplanade de la mairie de Bossangoa, symbolisant l'arbre à palabre pour le règlement des différends. La cheffe de bureau dans son discours de circonstance a réitéré l'appui de la MINUSCA dans le processus de paix et de réconciliation, conformément au mandat de la Mission.

\*\*\*\*\*

## **DDR**

- Toujours à Bossangoa, le 1er et 2 février, l'équipe DDR a effectué des visites de suivi dans des cours d'alphabétisation à Bossangoa et au Katanga. L'équipe a profité de

l'occasion pour interagir avec les bénéficiaires et les formateurs afin d'évaluer les besoins supplémentaires. Certains tableaux noirs ont été fournis pour la pratique de l'écriture pour les bénéficiaires qui n'étaient jamais allés à l'école.

Au cours de la semaine, l'équipe a fourni des matériaux de construction au groupe des produits en cuir (chaussures, ceintures et autres), au groupe de fabrication d'ustensiles en aluminium, au groupe artisanal, au groupe menuiserie et au groupe jeunesse.) Les activités de construction des magasins progressent bien et les activités de toiture ont commencé par des bénéficiaires qui suivent une formation en menuiserie dans la ville de Bossangoa.

- Par ailleurs le 3 février 2023 à Batangafo, dans la préfecture de l'Ouham-Fafa, la Division de la communication stratégique et de l'information publique de la Minusca a organisé un atelier de promotion de la culture de la paix, en présence des autorités locales, des leaders communautaires, des leaders de la jeunesse, ainsi que des chefs religieux venant des différents arrondissements du chef-lieu de l'Ouham-Fafa.

Les participants se sont exprimés sur la libre circulation, mise à mal par la présence des groupes armés. D'autres ont évoqué la nécessité d'accroître les mécanismes de collaboration entre la population d'une part, les autorités et les Forces de sécurité intérieures d'autre part.

\*\*\*\*\*

© SCPI 2023